

LES AGRICULTEURS FACE AU RAVITAILLEMENT URBAIN EN REGION DE PLANTATIONS : L'EXEMPLE DU DEPARTEMENT D'AGBOVILLE (COTE D'IVOIRE)

Jean-Louis CHALEARD
E.N.S. Saint-Cloud.
C.E.G.A.N. Paris-X-Nanterre.

En Côte d'Ivoire forestière, comme presque partout en Afrique occidentale, les agriculteurs associent des cultures commerciales d'exportation qui fournissent les revenus, et des cultures vivrières qui assurent la subsistance. Mais la croissance urbaine spectaculaire que connaît la Côte d'Ivoire depuis quelques années crée, par son ampleur, une situation nouvelle, en ouvrant un vaste marché pour les cultures vivrières, en même temps qu'elle assigne aux agriculteurs la tâche de produire en grande quantité des aliments pour les villes.

L'objet de cette communication est de mettre en évidence quelques types de réponses paysannes à cette demande urbaine, dans le département d'Agboville, situé dans le sud-est de la Côte d'Ivoire à proximité d'Abidjan. A notre avis, une question déterminante dans l'essor d'un vivrier pour la vente, appelé quelquefois vivrier « spéculatif », est celle des rapports de ces cultures avec les cultures commerciales d'exportations. C'est sur cet aspect que nous voudrions insister, et c'est lui qui a guidé notre démarche et notre méthode d'analyse.

QUESTIONS DE METHODES. QUELQUES REFLEXIONS

Il faut d'abord souligner que vendre des produits vivriers ne signifie pas que l'agriculteur fasse du vivrier spéculatif, c'est-à-dire, cultive intentionnellement pour la vente. Mais dans les faits, et sauf exception, la distinction est malaisée à faire : tout cultivateur vend une partie de sa production vivrière ; inversement, presque tous les agriculteurs consomment une part de leur produit. Ceci différencie nettement le vivrier spéculatif des cultures commerciales d'exportation type café ou cacao, dont la totalité de la production est vendue.

Par ailleurs, la stratégie des producteurs est guidée par des facteurs qui se situent à différents niveaux. D'abord, les choix cultureux sont faits

en fonction d'un contexte économique, qui dépasse largement le cadre de l'exploitation paysanne : la demande extérieure, l'accès aux marchés, les prix, les incitations étatiques etc. D'autre part, le choix se fait en fonction de conditions locales particulièrement importantes : milieu naturel qui détermine un éventail de cultures possible, système de culture, et surtout situation foncière. En effet, en l'absence de pression foncière, le paysan choisit comme culture commerciale celle qui rémunère le mieux le travail fourni ; mais la saturation foncière l'oblige à choisir des cultures qui rapportent le plus à l'hectare, et qui sont en général différentes des précédentes.

Le département d'Agboville permet d'analyser assez bien ces questions. Cette région est vouée depuis plusieurs décennies à l'agriculture marchande : café, cacao, et secondairement banane poyo, y occupent une place essentielle. Mais la proximité d'Abidjan, située à moins de 50 km du département, et la présence d'un centre moyen en croissance rapide, Agboville, constituent des facteurs incitatifs importants pour l'essor d'un vivrier spéculatif. D'autre part, il n'est pas sans intérêt de remarquer que le département présente une double unité : physique d'abord, car il appartient à la Côte d'Ivoire forestière, favorisée par une pluviométrie abondante, sociale ensuite, puisqu'il correspond approximativement au pays abé. Cependant, les situations foncières et l'accès aux marchés sont très inégaux, partant, les conditions de développement d'un vivrier pour la vente ne sont pas homogènes. Une large bande centrale nord-sud, située de part et d'autre de la voie ferrée est densément peuplée, notamment d'allochtones, et la saturation foncière y est quasi totale ; à l'opposé, des villages périphériques disposent de vastes espaces encore à mettre en culture. Par ailleurs, les villages situés le long des pistes principales ou près de la route goudronnée Agboville-Abidjan, ont un accès aux villes beaucoup plus aisé que les autres, moins bien reliés aux centres urbains.

Cette situation a guidé notre méthode qui repose sur des études monographiques de terroirs. Il ne s'agit pas de monographies réalisées pour elles-mêmes, mais d'analyses de « cas », choisis comme significatifs de situations vivrières. Il n'était guère possible de retenir les villages uniquement en fonction des ventes de vivrier, car celles-ci sont difficiles à connaître. C'est plutôt autour de la diversité des conditions permettant d'analyser les processus que nous avons établi nos critères : rapport autochtones-allochtones et degré de saturation foncière, qui vont en général ensemble, cultures commerciales dominantes, localisation par rapport aux marchés urbains. Le choix était facilité par une connaissance ancienne de la région, où nous avons déjà enquêté entre 1974 et 1977. Trois villages ont été retenus :

— Gboto, situé dans le nord-ouest du département, à forte dominante abé, où on cultive du café-cacao, et où il n'y a pas de saturation foncière ;

— Adomonkro, situé au nord, et qui présente avec le précédent, deux différences : les allochtones sont majoritaires et il n'y a plus de forêts à défricher. Se pose donc ici la question de l'intensification et du développement de cultures nouvelles ;

— Azaguié-Mbromé, village où il n'y a également plus de forêts à défricher, où la banane poyo tient une place importante à côté du café-cacao, proche d'Abidjan (le marché-gare d'Abobo est à une demi-heure de route en automobile) et qui est le seul connu au départ pour ravitailler Abidjan en produits vivriers.

Enfin, il convient de souligner que si le ravitaillement urbain est le fait de producteurs villageois indépendants qui développent plus ou moins spontanément un vivrier pour la vente, et qui représentent de très loin l'essentiel des ventes, il existe, parallèlement, des producteurs regroupés sur des périmètres, créés et encadrés par des sociétés d'Etat, périmètres réduits en superficie (en général, ils font de 30 à 100 ha), mais où les techniques intensives (irrigation, utilisation de semences sélectionnées, d'engrais etc.) permettent d'obtenir une forte production par unité de surface. C'est pourquoi, nous avons complété notre échantillonnage par la prise en compte du principal groupement rizicole du département, celui d'Agboville.

Dans ce cas, comme dans celui des différents villages retenus, quelques lignes de force se dessinent.

VENTES DE VIVRIER ET VIVRIER SPECULATIF EN MILIEU VILLAGEOIS

Nulle part, dans le département d'Agboville, les cultures vivrières l'emportent en superficie et dans les revenus de l'ensemble des villageois, face aux cultures commerciales pour l'exportation, café-cacao ou banane poyo. Cependant, partout, des cultures vivrières sont vendues. Partout également, un grand nombre de productions font l'objet de ventes : banane plantain, igname, manioc, taro, légumes et condiments, riz, maïs, etc. Mais, dans chaque village étudié, une ou deux cultures l'emportent nettement.

A Gboto

La culture vivrière la plus vendue est la banane plantain. Pour le comprendre, il faut revenir sur le système de production existant.

Dans ce village, il y a encore des forêts, et les cultivateurs pratiquent le système extensif, répandu dans toute la Côte d'Ivoire forestière : la première année, le cultivateur sème ou plante des cultures vivrières,

(1) Etudiés entre 1975 et 1977, et enquêtés à nouveau en décembre 1982 et novembre 1983.

principalement de la banane plantain. La seconde année, il met en terre les pieds de caféiers et de cacaoyers. Ceux-ci poussent à l'ombre des cultures vivrières de première année, particulièrement des bananiers et les remplace dans la parcelle peu à peu.

Grâce à ce système, le paysan étend ses plantations et produit du vivrier pour sa subsistance. L'objectif est d'étendre les superficies en cacaoyer, qui est actuellement la culture la plus rémunératrice du travail fourni et une de celles dont la vente est la plus facile et la plus assurée, puisque les prix sont garantis, et que le réseau de collecte fonctionne bien. Mais finalement, pour planter beaucoup de cacaoyers, il faut auparavant planter beaucoup de bananiers plantains, ce qui fournit des surplus. Il est significatif que les plus gros vendeurs de banane plantain sont les jeunes, c'est-à-dire ceux qui créent leurs premières plantations, et les plus gros planteurs, c'est-à-dire ceux qui défrichent les plus grandes superficies.

En outre, à côté de la banane plantain, d'autres vivriers sont vendus, notamment ceux qui lui sont associés sur les défrichements de l'année. Ainsi, les revenus tirés de l'ensemble des cultures vivrières ne sont pas négligeables : plus de 50 000 F CFA/exploitation chez environ la moitié des planteurs en 1982 et 1983, années pourtant peu favorables pour des raisons climatiques. Cependant, la part de ventes de vivriers dans le total des revenus agricoles reste modeste : rarement plus de 20 %, souvent moins de 10 %.

Surtout, il convient de s'interroger sur le caractère spéculatif de ces cultures vivrières et notamment de la banane plantain. Ce sont les surplus qui sont vendus, et qui plus est, de productions liées à une culture dominante : le cacao. Ces ventes représentent en quelque sorte les sous-produits de l'agriculture de plantation.

A Adomonkro

D'autres cultures vivrières l'emportent dans les ventes, résultant d'une double évolution : le déclin de la banane plantain et de l'igname d'une part, l'essor du manioc, du riz et du maïs d'autre part.

Au début des années 1970, presque tous les planteurs vendaient de la banane plantain, les Abé et les Baoulé y ajoutant des ventes d'igname. En 1976 encore, la moitié des agriculteurs commercialisaient de la banane et/ou de l'igname. En 1982-83 les ventes ont été exceptionnelles. Ce déclin correspond à une diminution des défrichements depuis le début des années 1970, liée à la saturation foncière et la disparition des forêts : banane plantain et igname constituaient autrefois les principales cultures de première année, sur défrichement, avant la plantation du café-cacao, l'année suivante.

L'essor des cultures nouvelles, quant à lui, est lié à la forte demande des villes en maïs, et surtout en riz, aliment urbain par excellence, et manioc consommé sous forme d'attiéké. Mais la place de ces cultures

dans le système de production, rend compte également, et peut être principalement, de leur essor.

Le maïs et le riz sont cultivés depuis longtemps par les Dioula du village. Mais leur essor actuel est lié à la saturation foncière qui fait des bas-fonds, impropres aux cultures arbustives mais favorables à ces spéculations, les seuls espaces possibles de colonisation agricole.

Cependant, les revenus vivriers dans le village stagnent, dépassant rarement 50 000 F CFA/exploitation. L'essor des cultures nouvelles compense à peine le déclin des anciennes, et une forte partie de la production est autoconsommée. Surtout, le village souffre de son enclavement. L'accès se fait par une piste médiocre qui relie le village à Rubino, gros bourg central, d'où il faut encore expédier les produits sur Agboville ou Abidjan. Les commerçants viennent moins facilement ici que dans d'autres villages, et paient la marchandise à des prix relativement plus bas, notamment le manioc, vendu 20 à 30 % moins cher que dans le sud du département.

Les villages mieux reliés à Abidjan sont dans une situation différente.

A Azaguié-Mbromé

Une orientation vers certaines cultures vivrières spéculatives se fait jour plus nettement.

Ici, comme à Adomonkro, et pour des raisons analogues, les ventes de banane plantain sont extrêmement réduites : le terroir est saturé. Certains agriculteurs se sont tournés vers la banane poyo qui fournit des revenus à l'hectare plus élevés que le café et le cacao, mais cette culture connaît aujourd'hui des difficultés : entre autres, les petits planteurs ont du mal à répondre aux exigences techniques de cette culture qui demande des soins minutieux.

En revanche, le manioc et les cultures maraîchères connaissent un grand développement. La culture du manioc est favorisée ici par rapport à Adomonkro, grâce à la proximité d'Abidjan. Mais ce sont surtout les cultures légumières qui se développent : tomate principalement, gombos et ndrowa (sorte d'aubergine locale) secondairement. Ces cultures bénéficient de trois facteurs favorables à leur développement : elles sont pratiquées dans les bas-fonds, laissés libres par le café-cacao ; la demande d'Abidjan est forte, et le débouché assuré ; les commerçants viennent régulièrement acheter sur place la production, et quelquefois, les cultivateurs s'organisent eux-mêmes pour louer un camion et vendre directement sur Abidjan.

Ce sont surtout les femmes qui vendent ces légumes car traditionnellement, elles les cultivent comme cultures vivrières d'autoconsommation. Mais les hommes se mettent aussi aujourd'hui à ces spéculations, ou contrôlent le travail de leurs épouses pour obtenir une part de revenus tirés des ventes.

Le montant des ventes est élevé, même si globalement, les cultures commerciales d'exportation l'emportent dans les revenus du village : de nombreux cultivateurs ont vendu pour plus de 100 000 F CFA de légumes en 1983, et le plus gros vendeur du village dépasse un million de F CFA. De même, plusieurs cultivateurs ont vendu pour plus de 100 000 F CFA de manioc. Dans quelques cas, les revenus tirés des cultures vivrières dépassent ceux tirés des cultures d'exportation.

Ainsi, à Azaguié-Mbromé, deux conditions essentielles pour le développement de cultures vivrières spéculatives sont réunies : d'une part, la saturation foncière qui oblige les cultivateurs à abandonner le café et le cacao, spéculations qui ont leurs faveurs ; d'autre part, un débouché facile d'accès : Abidjan.

UN PERIMETRE DE VIVRIER SPECULATIF

Les conditions de l'essor d'un vivrier spéculatif sur des périmètres de sociétés d'Etat sont radicalement différentes des cas précédents : le développement, ici, n'est pas « spontané » mais suscité et encadré par des organismes publics ; l'objet de la culture, dès le départ, est la vente, d'ailleurs, les frais de culture engagés (semences, engrais, etc.) imposent des ventes. Ajoutons que l'exemple choisi se situe en milieu urbain, c'est-à-dire dans un cadre différent du milieu villageois traditionnel.

Les riziculteurs du groupement SATMACI, d'Agboville pour la majorité d'entre eux, font du riz irrigué dans un périmètre situé au pied d'un barrage, au nord-ouest de la ville. Quelques autres cultivent du riz inondé dans des rizières, créées dans les bas-fonds de la ville. Il s'agit donc d'une agriculture véritablement intra ou peri-urbaine.

Nous ne sommes pas dans une région ici traditionnellement grosse productrice de riz : les autochtones, abé, consomment surtout de l'igname et de la banane plantain. Mais, le développement de la riziculture a bénéficié, à Agboville, de la conjonction de facteurs favorables au début des années 1970 :

— Au plan national, c'est la période où le gouvernement lance une grande campagne de développement de la culture du riz en Côte d'Ivoire pour parvenir à l'autosuffisance en ce domaine.

— A l'échelle locale, il existe des débouchés d'accès facile : Agboville, Abidjan.

— Par ailleurs, autour de la ville, la saturation foncière est totale : à cause des plantations de café-cacao, mais aussi parce que des grands planteurs de bananes accaparent des centaines d'hectares. Seuls les bas-fonds sont disponibles, domaine de choix pour la riziculture.

— Enfin, au début des années 1970, il existe des cultivateurs prêts à faire du riz irrigué, certains possédant même déjà des rizières.

C'est dans ce contexte qu'est créé le barrage en 1972, véritable

moteur de la riziculture agbovilloise. Depuis, malgré des vicissitudes, communes d'ailleurs à l'ensemble de la riziculture irriguée ivoirienne, celle-ci s'est maintenue.

S'il est difficile d'établir un profil type du riziculteur urbain tant les situations sont variées, quelques grandes tendances toutefois se dégagent.

Dans leur énorme majorité, les riziculteurs sont dioula. Cette prépondérance s'explique par plusieurs raisons. D'abord, les Abé, qui possèdent des terres, préfèrent cultiver du cacao : ils ont en quelque sorte laissé le champ libre aux allochtones. A l'opposé, les Dioula n'ont guère de plantations mais sont habitués à pratiquer la riziculture chez eux, ce qui facilite leur installation. Enfin, les Dioula sont majoritaires dans la population agbovilloise : leur prépondérance dans la riziculture est un reflet de leur prépondérance urbaine.

En fonction du statut socio-professionnel des riziculteurs, on peut distinguer trois groupes : les anciens manœuvres, pour qui la riziculture est un moyen d'accès à la terre ; les planteurs, les plus dynamiques souvent des riziculteurs, qui cherchent à diversifier leurs productions ; enfin, les travailleurs urbains, commerçants, fonctionnaires, salariés de l'industrie. Les membres de ce dernier groupe, de loin les plus nombreux, font du riz pour se nourrir et par spéculation. Pour se nourrir car cela leur évite de coûteux achats de vivres. Par spéculation, parce que, ne comptant pas sur ces revenus pour subsister, ils peuvent attendre pour vendre et obtenir des prix supérieurs aux prix garantis par le gouvernement, auprès des commerçants. Témoignage du caractère spéculatif de leur entreprise, beaucoup ont adhéré au groupement SATMACI en 1983, parce que le gouvernement a décidé de fournir gratuitement semences et engrais. En fonction de la conjoncture, ils font ou ne font pas du riz. Par ailleurs, leur double activité urbaine et agricole est rendue possible parce qu'ils font cultiver leur parcelle par des membres de leur famille ou plus souvent par des manœuvres. Ils transposent ainsi à la culture du riz, le système de production utilisé dans l'agriculture de plantation et qui repose sur l'utilisation d'une main-d'œuvre rémunérée importante.

L'extension des rizières est cependant freinée pour deux raisons : la rentabilité encore limitée de la riziculture, les prix garantis fixés par le gouvernement, étant sensiblement au même niveau qu'il y a dix ans ; et une certaine méfiance des Abé à l'égard d'une production tenue par des étrangers.

CONCLUSION

Au-delà des cas particuliers, quelques conclusions d'ensemble se dégagent.

D'abord une évidence s'impose : tout agriculteur qui le peut, fait en

priorité du café ou surtout du cacao, culture de loin la plus rémunératrice de l'effort fourni, et au surplus, culture dont la commercialisation est bien organisée. Tant que cette situation n'aura pas changé, on peut se demander si tout effort de promotion d'un vivrier spéculatif ne sera pas vain.

Dans ces conditions, il est logique qu'une part importante des vivriers vendus soient, en fait, un sous-produit de l'économie de plantation. C'est le cas de la banane plantain et de l'igname, entre autres. Mais dans le département d'Agboville, avec la saturation foncière qui se dessine dans beaucoup de villages, le déclin de ces cultures associées est inexorable.

A l'inverse, les cultures qui se développent aujourd'hui ne sont pas associées au café-cacao. Leur essor est lié à la saturation foncière. Le riz, le maïs, les légumes, sont des cultures qui occupent les bas-fonds, c'est-à-dire les espaces laissés vacants par les plantations. Le manioc est la culture qui prospère le mieux sur les sols appauvris par des décennies de cultures arbustives.

Mais les ventes ne prennent une grande importance que si l'accès aux marchés urbains est aisé, comme le montrent les exemples d'Azaguié-Mbromé et du groupement de riziculteurs d'Agboville. La proximité du centre urbain, Abidjan dans un cas, Agboville dans l'autre, est déterminante parce qu'elle permet d'obtenir des prix plus rémunérateurs et occasionnellement de réduire les circuits commerciaux : entre autres, les producteurs ont la possibilité de vendre directement leur production aux détaillantes des marchés. Ainsi, ils peuvent pallier les défaillances du système de commercialisation ou échapper aux pressions des commerçants qui organisent les circuits.

Au total cependant, ces cas restent limités, d'autant qu'à côté d'une stratégie d'intensification péri-urbaine, est offerte aux planteurs une autre possibilité : la migration vers les zones pionnières du sud-ouest ivoirien où se perpétue le système extensif d'agriculture caféière et cacaoyère... celui qui rapporte le plus.

BIBLIOGRAPHIE

CHALEARD J.L., Structures agraires et économie de plantation en pays abé-département d'Agboville-Côte d'Ivoire. - Université de Paris X - Nanterre, 529 p. (thèse de 3^e cycle), 1979, Archives et Documents, Micro-édition, Paris 1981, Institut d'ethnologie.

CHATAIGNER J., TANO Kouadio, L'économie de la banane plantain en Côte d'Ivoire-Abidjan, CIRES, n° 27, pp. 31-102, 1980.

DOZON J.P., Impasses et contradictions d'une société de développement : l'exemple de l'opération « riziculture irriguée en Côte d'Ivoire. — Cah. ORSTOM, série Sci. Hum., vol. XVI, n°s 1-2, pp. 37-58, 1979.

LESTRAT J., Agboville, une ville soudanaise dans la forêt. — Université de Paris X-Nanterre, 262 p. (thèse de 3^e cycle), 1973.

République de Côte d'Ivoire, Ministère de l'Agriculture. — Rapports annuels statistiques de la Direction des statistiques rurales et des enquêtes agricoles.
SAWADOGO A., L'agriculture en Côte d'Ivoire. Paris, P.U.F., 1977, 368 p.

Chaléard Jean-Louis (1985)

Les agriculteurs face au ravitaillement urbain en région de plantations : l'exemple du département d'Agboville (Côte d'Ivoire)

In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.), Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne

Paris : L'Harmattan, 113-121. (Villes et Entreprises)

ISBN 2-85-802-562-X